Le Monde Economie

15.02.2011

Philippe Askenazy
Compétitivité : l'erreur de calcul

Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris.

Le rapport du COE-Rexecode sur la compétitivité comparée de la France et de l'Allemagne a provoqué un nouveau malaise au sein des administrations publiques françaises et d'une partie du monde universitaire. Ses chiffres ont nourri, fin janvier, la presse écrite – dont la « une » du *Monde* (21 janvier) – jusqu'au journal de 20 heures, accréditant la fable selon laquelle la France aurait un coût du travail supérieur à celui de l'Allemagne ; là serait la cause essentielle de la différence de compétitivité entre les deux pays. Ne blâmons pas le COE-Rexecode. Cette structure – le Centre d'observation économique et de recherche pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises – est un satellite du patronat : il est naturel qu'elle privilégie des angles cohérents avec le discours du Medef. Le Rexecode n'anticipait-il pas, en 1997, la destruction d'un demi-million d'emplois si les lois Aubry étaient votées, prédiction heureusement non confirmée ?

Les administrations économiques françaises n'auraient-elles pas la compétence et la neutralité nécessaires pour réaliser une étude sur ce thème ? Certes, le ministre de l'industrie, Eric Besson, pouvait souhaiter connaître l'expertise du Medef, mais cela commande normalement deux précautions. La première est de consulter les autres partenaires sociaux. La seconde est d'expliquer la nature particulière du rapport. Elles n'ont pas été prises – ni l'une ni l'autre – par M. Besson. La reprise par tous les médias des chiffres du COE-Rexecode est bien la conséquence de leur publicité par le ministre, puis par une série d'« experts ».

Sur le fond, le chiffre-phare du rapport est une spectaculaire augmentation du coût du travail français relativement à celui de l'Allemagne. Pire, en 2008, le coût horaire dans l'industrie serait désormais supérieur en France à ce qu'il est en Allemagne : 37 euros contre seulement 33 euros outre-Rhin. Mais les spécialistes du travail qui ont découvert ces chiffres sont dubitatifs. Et pour cause, selon le rapport, les salaires horaires dans l'industrie française auraient augmenté de près de 60 % entre 2000 et 2008. Un tel miracle pour les salariés ne pourrait pas être passé inaperçu !

Le portrait est radicalement différent si on prend les chiffres des comptes nationaux : dans le secteur manufacturier, la hausse est raisonnable, et le coût horaire de travail demeure supérieur en Allemagne.

Comment est-on arrivé à un tel résultat ? COE-Rexecode utilise les comptes nationaux lorsqu'il s'agit de comparer la productivité des travailleurs sur les deux rives du Rhin. Mais il prend opportunément une autre source lorsqu'il s'agit des salaires et du coût du travail : l'enquête européenne sur le « coût de la main-d'œuvre ». Or, la vague 2008 de cette enquête est inadaptée à la régulation française du temps du travail et implique donc un bricolage pour estimer le nombre d'heures travaillées dans l'Hexagone. Tentons l'exercice pour un cadre au forfait, qui a 12 semaines de congés payés et jours fériés.

Ce cadre a travaillé dans les faits 45 heures pendant ses semaines de présence, soit 1 800 heures dans l'année. Mais l'enquête européenne retire au nombre d'heures « conventionnelles » les périodes de congés : ce cadre étant payé 35 heures par semaine – l'horaire conventionnel qui figure sur sa fiche de paye – il travaille 40 semaines, soit seulement 1 400 heures dans l'année...

Résultat, alors que, selon les comptes nationaux, les salariés français de l'industrie travaillent plus longtemps que leurs homologues allemands, l'enquête obtient strictement l'inverse : une durée du travail 10 % plus faible en France qu'outre-Rhin.

Avec une telle sous-estimation dans l'étude retenue par le rapport et par M. Besson, le coût par heure devient arithmétiquement prohibitif en France. Voilà comment on peut manipuler l'opinion publique.

Heureusement, la plupart des statistiques européennes sont éprouvées et de bonne qualité. C'est le cas des dépenses de recherche et développement. COE-Rexecode ne cache pas un différentiel en faveur de l'Allemagne, et suggère que la politique gouvernementale devrait le combler. Bizarrement, les statistiques s'arrêtent en 2008 alors qu'Eurostat a déjà publié ses estimations pour 2009 dans les deux pays et même 2010 en France. En part de la richesse nationale, le différentiel d'effort de recherche entre Paris et Berlin s'est encore accru en 2009. Pire, l'effort français retomberait en 2010.

Ce constat est douloureux pour le gouvernement. Avec sincérité, ce dernier place la recherche au cœur de sa stratégie depuis 2007. Nicolas Sarkozy, lors de ses vœux, se félicitait même de son succès. Sa politique a englouti des milliards et des milliards d'euros d'aides fiscales aux entreprises pour, *in fine*, se retrouver devancé par nos voisins. Pourquoi un résultat si décevant ? Vite, un rapport ! ■

- Reproduction et Diffusion soumises à autorisation -